

# Nouvelles menaces de régression sociale !

## LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 259

VENDREDI 9 MARS 1951

LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE  
ANARCHISTE »

AUCUN GOUVERNEMENT  
ne peut empêcher  
L'AGGRAVATION  
des conditions d'existence  
une seule issue :

### MASSANA

héros de la résistance antifasciste ne doit pas être  
EXTRADÉ

Le gouvernement franquiste, encouragé sans doute par les procédés dont sont victimes les Espagnols réfugiés en France, s'est enhardi jusqu'à demander l'extradition d'un héros de la résistance antifranquiste !

Le 1<sup>er</sup> mars, à Toulouse, la demande d'extradition adressée par le gouvernement espagnol au gouvernement français a été examinée par la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Toulouse, présidée par le conseiller Mabit. Après réquisitoire l'avocat général Rabaté, le bâtonnier Léon Massaud, du barreau de Toulouse, et M<sup>rs</sup> Jean-Baptiste Biaggi, du barreau de Paris, substituant M<sup>rs</sup> Henry Torrès empêché, ont demandé à la Cour d'émettre un avis défavorable à l'extradition.

Il s'avère, en effet, que l'accusation de crime portée contre Massana est sans fondement sérieux et que les seules pièces produites à l'appui de la demande sont irrégulières des interrogatoires de

témoins, non datés et d'ailleurs non probants, une lettre anonyme et non datée.

De plus la loi de 1927 et la convention franco-espagnole elle-même s'opposent à l'extradition des réfugiés politiques et cette qualité est incontestable, Massana ayant déserté l'unité disciplinaire du Maroc espagnol ou Franco l'avait relégué après l'avoir fait condamner à 15 ans de travaux forcés pour avoir combattu comme capitaine dans l'armée républicaine régulière pendant la guerre civile.

Mais il y a plus : Massana n'est pas seulement un homme qui a réussi à s'échapper du bagne, c'est aussi l'un de ces lutteurs d'une trempe extraordinaire qui mènent le combat contre l'oppression en Asturie, Galice, Andalousie ou en Catalogne, et cela ce n'est pas la presse anarchiste qui l'a révélé, qui se cantonne dans l'anonymat complet, mais bien la presse de Franco, révélant l'identité de nos guerilleros, lorsque ses sbires donnent la chasse à un groupe quelconque pour l'assassiner.

Ainsi, la police de Franco a dévoilé le nom de Marcelino Massana, dont la photographie fut exposée dans les édifices publics de Manresa et de la commune « del Alto de Llobregat », offrant une quantité croissante de pesetas pour sa capture.

Massana, estimé dans toute la région, trouvait tous les concours qui lui étaient nécessaires pour se moquer de la vigilance phalangiste. Des ouvriers des mines et des paysans, même des commerçants et petits bourgeois antifranquistes lui apportaient aide et souvent l'avertissaient des propositions criminelles des hommes de Franco.

(Suite page 2, col. 1.)

### Faisons justice des calomnies contre la C.N.T. d'Espagne

Si la Fédération Anarchiste de France a mis toutes ses forces en œuvre pour que la lumière soit faite autour de la scandaleuse machination policière de Lyon, c'est que ses militants et, avec eux, tous les hommes pour lesquels la défense des libertés élémentaires a encore un sens, ont compris qu'ils avaient un devoir impérieux à accomplir : se rendre dignes des milliers de combattants obscurs et valeureux qui, en Espagne, sacrifient leur vie pour la cause de la liberté.

Tous ont senti, en effet, que l'arrestation des réfugiés antifascistes espagnols mettait en question toute lutte pour un progrès social, tout effort pour l'affirmation de valeurs humaines, et aucun d'entre eux n'a pu hésiter à soutenir avec persévérance la CAMPAGNE DE VERITE dont le « Libertaire » s'est fait le promoteur.

Notre camarade G. Fontenis s'est rendu lui-même, se dépensant à l'extrême, dans de nombreux arrondissements de Paris et localités, pour affirmer hautement que l'iniquité de Lyon ne pouvait être acceptée. A Lyon même, le 4 mars, devant un auditoire enthousiaste de plusieurs centaines de personnes, dans une salle spécialement aménagée par les jeunesses communistes libertaires, notre secrétaire général, après une présentation particulièrement remarquable faite par notre camarade Lavorel, s'est attaché, une fois de plus, à dénoncer les procédés utilisés à l'encontre de nos camarades espagnols, à stigmatiser les sévices subis par les trente incarcérés de Lyon et tous les travailleurs qui furent appréhendés dès les premières heures de l'opération, à mettre en relief aussi tout l'odieuse des accusations portées contre le Mouvement Libertaire Espagnol en établissant la portée sociale des réalisations libertaires en Espagne, en Israël et, précisément, en Espagne. Rappelant l'épisode du Noréchin destiné à bombarder la résidence de Franco à Saint-Sébastien, notre camarade a également affirmé que nous ne renions en rien une telle tentative que même les policiers les plus acharnés à notre perte ne sont pas parvenus à travestir en acte délictueux. Enfin, G. Fontenis conclut en appelant tous les auditeurs à toujours plus de fermeté dans l'affirmation de leurs convictions, de vigilance dans la défense de leur idéal. Sur l'heure, une délégation spontanément formée à l'approbation unanime de l'auditoire fut mandatée pour se rendre auprès des différents journaux de la ville et exiger que la version authentique des faits soit portée à la connaissance du public qui, du reste, dans sa grande majorité, a su ne pas se laisser prendre au piège qui lui était tendu par les provocateurs pro-franquistes.

Mais, ne fussions pas, il n'est pas suffisant de faire entendre la voix de la vérité pour que les victimes de Lyon à la grande majorité desquelles rien qui ait la moindre corrélation avec le hold-up ne peut être imputé, soient relâchées et que cessent les brimades. Notre protestation doit se faire active : il ne faut pas que l'affaire de Lyon soit étouffée, dont les détails les plus ignobles, les plus sordides, demandent encore à être révélés !

A Lyon, un procès se prépare. Si nous savons être à la hauteur de nos convictions, il aboutira à la confusion des accusateurs bourgeois et il nous sera permis, alors, de proclamer preuves à l'appui quels sont les gangsters véritables !

### A propos des tueries de Corée et d'Indochine...

## LOGIQUE DE LA GUERRE

CHACQUE semaine, les Actualités cinématographiques nous apportent quelques nouvelles visions de la guerre « scientifique » en Indochine ou en Corée : ronflement de superbombardiers, chapelets de bombes, nuages dérisoires que le Ciel abandonne un moment à la terre, képis des généraux-proconsuls, enfants écrasés par la Société avant même d'avoir pu jouer, remises de décorations, ruines, malheurs... Et chaque fois, devant ces images, l'assistance devient soudain angoissée ; elle n'a même pas besoin de revivre dans sa propre chair l'exode de 49 ou les épisodes de la dernière guerre pour comprendre. Mais assister à tout cela dans un fauteuil, sans autre préparation psychologique que les images de Donald ou de Fernandel, c'est difficile à supporter. L'absurdité et la honte vous prennent à la gorge et l'on a envie de crier son indignation.

Et pourtant, malgré l'absurdité, l'inutilité de la guerre, il se trouve des gens pour admettre la tuerie, il se trouve des gens pour y participer, des volontaires pour la faire, et des « honnêtes gens » pour la glorifier. Des gens de chair, comme vous et moi qui ont des frères, des sœurs, des parents, des fiancées... Comment l'homme, cet être qui se vante de sa conscience, peut-il en arriver là ? La chose vaut la peine d'être examinée.

Etant donné la complexité du problème, on ne peut en donner que quelques aperçus.

Voyons d'abord les influences matérielles et économiques.

Je ne parlerai pas des possédants qui ont recouru à la guerre pour défendre leur patrimoine, tels ces colons d'Indochine, continuateurs des

seigneurs, et qui comme ces derniers, mènent une moyenâgeuse guerre de camp retranché. Ce qui est plus tragique, c'est le cas de ces jeunes gens plus ou moins déclassés, plus ou moins malchanceux qui, faute de

pouvoir se faire une situation dans le civil, s'engagent dans l'armée où l'on ne demande ni compétence spéciale, ni moralité trop stricte, et où la « matérielle » est assurée. Cette situation ne date pas d'aujourd'hui et depuis longtemps on a fait remarquer que la misère est la meilleure pourvoyeuse de soldats. Aujourd'hui, ce jeu cruel est particulièrement en honneur aux colonies où les gouvernements très humanistes se livrent aux plus écumantes manœuvres. Voilà schématiquement, comment les choses se passent : premier temps, on réduit les peuples coloniaux à la misère, deuxième temps, on fait miroiter devant des gens qui n'ont souvent que des haillons à porter les chéchias et les beaux uniformes des troupes coloniales. On y ajoute, au besoin, un petit blabla sur le prestige, le carnage, les voyages, et on envoie tout cela se faire tuer en Indochine (1). Puis on fait de beaux discours dans lequel on parle de défense de la civilisation chrétienne. Comment ne pas évoquer l'époque

de l'esclavage, lorsque les chrétiens se faisaient marchands de chair humaine sous le prétexte de sauver les âmes de pauvres infidèles égarés loin du Seigneur ?

Pour les « thabors » marocains, ces unités de partisans encadrés par des Européens, la régression vers les époques de barbarie est encore plus accentuée puisqu'on n'hésite pas à attirer les montagnards berbères en leur promettant de les associer aux bénéfices, je veux dire en leur donnant le droit de razzia sur les vaincus.

Mais il y aurait trop à dire sur cet aspect de la question coloniale. Passons donc aux considérations d'ordre social et éthique, d'ailleurs liées aux précédentes. Tous les combattants

(Suite page 2, col. 2.)

(1) Paul Raynaud a récemment révélé — pour montrer aux Américains les traditionnelles vertus guerrières des Français — que les pertes « françaises » en Indochine avaient été, jusqu'à présent, de 40.486 hommes dont 30.000 hommes de couleur : Africains, Indochinois...

### Emeute à Barcelone

TOUTE la presse s'est faite l'écho des événements qui se déroulent à Barcelone depuis le 1<sup>er</sup> mars. Voici en quels termes, un quotidien retrace les événements :

Jeudi, plus de 2.000 personnes ont manifesté à Barcelone, en dépit de la terreur policière franquiste, contre l'augmentation des tarifs de tramways. Les manifestants, parmi lesquels de nombreux étudiants, se sont rassemblés sur la place de l'Université et se sont mis en marche vers le palais du gouverneur. Des forces importantes de police sont alors intervenues avec sauvagerie. Les policiers ont tiré. On ne signale cependant pas de victimes.

Pendant toute la journée, la population a boycotté les tramways, dont 70 motrices seulement ont circulé.

Ce sont de véritables mesures de terreur que Franco a instituées à Barcelone depuis quelques jours pour tenter de venir à bout de la population de la ville qui proteste contre l'augmentation des tarifs des tramways. Depuis trois jours, une seule personne a utilisé les tramways : c'est... le gouverneur franquiste qui a voulu ainsi faire une « démonstration symbolique », sous la protection d'un service d'ordre renforcé.

Samedi, des poteaux télégraphiques ont été arrachés et posés en travers des voies dans les faubourgs de Barcelone. Les autobus et trolleybus, qui circulent à vide, ont été accueillis à coups de pierre.

Des renforts de police ont été amenés d'urgence dans la ville où Franco vient également de dépêcher le chef de sa police, le lieutenant-colonel Francisco Rodriguez, avec ordre de tenter de mettre à la raison, par tous les moyens, la courageuse population de Barcelone.

### COMBAT 3<sup>me</sup> FRONT



Il est évident que la population espère peu du dénouement de la crise ministérielle qui, à l'heure où nous mettons sous presse, ne saurait tarder. Remarquons d'abord que les causes de la démission collective du gouvernement Plevin restent fort obscures pour tous ceux qui ne sont pas des virtuoses du parlementarisme, et, en général, le bon sens des individus a interprété « la

crise » comme étant la conséquence de la peur du Gouvernement face à des responsabilités qui pèsent lourdement en fin de législature. La situation intérieure s'est considérablement aggravée sous le règne de Plevin, l'écart entre les prix et les salaires s'est accru dans une proportion de 10 %, les revendications des principales corporations de travailleurs (mines, métallurgie, transports) n'ont pas été satisfaites et, de plus, les mesures de répression se sont attaquées à toutes les libertés élémentaires. Et, s'il est facile, comme l'ont fait nos ministres, de promettre la liberté des salaires conformément à la loi sur les conventions collectives, le relèvement du salaire minimum national interprofessionnel, à 15 %, ainsi qu'un dirigisme des prix grâce à un fonds de stabilisation anti-inflationniste, sans compter la généralisation des « importations de choc », il sera pratiquement impossible de réaliser ce programme. En effet, les ressources de la Nation française ne peuvent être accrues et, dans le cadre de la politique internationale, une part de plus en plus importante du Budget devra être consacrée à l'armement, ce qui réduit automatiquement la fraction dont on peut disposer pour le secteur civil.

Dans le cadre de la politique internationale, disons-nous, une part croissante du Budget devra être consacrée à l'armement. La raison en est celle-ci, qu'un choix définitif semble avoir été fait par l'Etat américain, à la remorque duquel se traînent irrémédiablement les politiciens de la majorité. Les U.S.A. ont maintenant choisi une

(Suite page 2, 1<sup>re</sup> col.)

### L'AXE DE GAULLE PÉTAIN

NOUS voici ! Monseigneur Feltin ex cathedra réclame la mise en liberté de Pétain, et dans le même temps Charles de Gaulle déclare au cours d'un discours patriotico-pacifiste et social-belliste les paroles suivantes, bien dans le style d'un général :

« Agit dans l'Union française de telle sorte qu'elle soit, comme il le faut, l'union autour de la France ; réconcilier les Français de bonne foi que les drames d'hier ont divisés ; dans ce but, rendre à la vie normale les condamnés qui ne furent ni des traîtres ni des criminels ».

Rassurez-vous, patriotes invétérés, vicieux recruteurs de prisons, âmes de garde-chiourme endurcis, il ne s'agit pas de l'objectif de conscience Bugany dont le crime aux yeux d'un de Gaulle n'est pas de ceux qu'on pardonne.

Rassurez-vous, bourgeois poltrons qui bombez le torse aux défilés militaires et qui vous sentez la larme à l'œil à l'audition de la Sambre-et-Meuse ou du Chant du départ, et écoutez plutôt à qui s'adressent ces appels à l'indulgence et à l'apaisement :

« Et, je le dis au jour anniversaire de la victoire de Verdun, prendre les mesures voulues pour que s'écoulent dignement les derniers jours du maréchal de France ».

Et voilà le mot lâché, timidement d'abord, mais lâché tout de même avec réelle d'héroïsme comme toile de fond.

En bien, il serait peut-être temps vous sachiez ce que nous en pensons cette auréole, et que Pétain, bouché Verdun, nous dégoûte bien autrement le capitulaire ; que, si nous ne nous sentions nulle reconnaissance pour celui qui mit un terme à la tuerie à laquelle il avait collaboré, l'autre Pétain celui qui a peuplé les plaines de l'Est des cadavres de nos aînés, nous soulève le cœur de dégoût, et que ce jour anniversaire de ses crimes n'est pas fait pour nous faire oublier.

M. LAISANT.

JEUDI 8 MARS 1951

à 20 heures 30 précises

GRANDE

PALAIS DE LA MUTUALITE

RUE SAINT-VICTOR  
Métro : MAUBERT-MUTUALITE

## FETE DU PRINTEMPS

au profit des œuvres de solidarité

GALA FOLKLORIQUE FRANÇAIS ET ESPAGNOL

Troupes folkloriques de Paris, 10 exécutants et du Berry, 25 exécutants

ANTONIO MONTILLA présentera dans un cadre GITAN

Avec Dora GAMBORIO - Antoine RAMOS - Luz VIOLETTA - Eléna FLORES - Eusebio DIAZ (guitariste)

des Danses et des Chansons de l'Espagne

Le groupe artistique SPARTACUS dans "La Foire du Trône"

EXCLUSIVITÉ "NOUVELLE-ORLÉANS":

Mickey LARCHEY et son Orchestre du Kentucky-Club, finaliste du tournoi 1950

UNE GRANDE SURPRISE!... ET LA RONDE FINALE

Cartes à l'entrée et 145, quai de Valmy, Paris (X<sup>e</sup>)



# MASSANA

(Suite de la première page)

Un détail qui illustre la popularité de Marcelino a été enregistré il y a quelques temps dans le bulletin d'information « O.P.E. » : les paroles d'un curé qui pendant son sermon dans l'église de Berga présentait le résistant libérateur comme un homme excessivement honnête, protecteur des pauvres dont la conduite contrastait avec celle des hommes pratiquant le système « D » et marché noir du régime franquiste et qui vivait de la sueur de leur prochain. Cette approbation des actes de Massana causa une grande panique dans les mil-

## Combat 3<sup>e</sup> front

(Suite de la première page)

politique de forces, la politique de l'épouvantail, destinée à intimider l'adversaire par l'accumulation de dispositifs guerriers dans toute l'aire occidentale. Ajoutons que ce choix implique la mobilisation psychologique des individus, l'élimination des éléments hétérodoxes et nous aurons compris pourquoi, en contre-coup de la décision américaine, la répression généralisée s'abat sur la France.

Car la dissolution des internationales d'obédience stalinienne, précédée de l'expulsion des cadres étrangers, la machination à l'encontre du Mouvement anarchiste international et maintenant la provocation dont semble être victime le P. C. F. par l'arrestation de l'ex-F.T.P. Promier, à Bully-Grenay, sous l'inculpation tardive de sabotage au service de ce parti, ne sont que les étapes d'un plan de mobilisation des esprits, d'autant plus efficace que des organisations, comme celles qui œuvrent dans le sens du Kominform, n'ont pas été, par leur sectarisme, leurs manœuvres politiques, leur mauvaise foi, leur démagogie manifeste, sans se couper de tous les éléments sains de la population, qui seraient les seuls à avoir le courage de s'opposer aux immenses manœuvres de l'Etat. Qu'a gagné le P.C.F. par exemple, en accablant la version du gangstérisme anarchiste à propos du hold-up de Lyon, sinon le désaveu indigné des plus valables de ses militants de base ? Mais, disons-le immédiatement, il n'est pas impossible que nous disposions d'un répit avant le déclenchement des prochaines manœuvres antipopulaires. En effet, quel que l'on puisse affirmer dans les milieux officiels, le Gouvernement qui va être investi prochainement ne pourra être qu'un gouvernement de liquidation de la législation qui prendra soin de ses intérêts électoraux. Seulement, ce répit sera bref, les nécessités belléistes imposant la mise en place rapide du contrôle répressif. Ne parle-t-on pas déjà d'élections anticipées pour juin ou mai ?

Ainsi, il nous appartient de mettre à profit le bref délai qui nous est, à contre-cœur, consacré. A la Fédération Anarchiste de France, à ses militants et à ceux de toutes les organisations qui veulent lutter pour la liberté, d'informer l'opinion publique par une agitation incessante, de se préparer à toute éventualité, d'appliquer avec lucidité et réalisme la stratégie qui nous est imposée, nous commandant non seulement d'assurer la protection d'une organisation révolutionnaire, mais aussi d'œuvrer de toutes nos forces CONTRE LA GUERRE et CONTRE L'AGRESSION, sans jamais confondre notre action avec celle des tenants, avoués ou non, des deux systèmes impérialistes.

# Fédération Anarchiste

## La Vie des Groupes

### 1<sup>re</sup> REGION

**AMIENS.** — En vue de la réorganisation du groupe, les camarades et sympathisants du notre mouvement sont priés d'entrer en contact avec le camarade Leroy Gille, au Hamlet, par Corbie (Somme).

**LILLE.** — Pour le Service de librairie, écrire ou voir Georges Laurey, 80, rue Franco-Ferré, à Fives-Lille (Nord).

### 2<sup>e</sup> REGION

**PARIS-V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup>.** — SACCO ET VANZETTI. — Devant le succès de notre réunion du 1-5-51 ouverte aux sympathisants, le groupe renouvelle son invitation à tous nos amis ainsi qu'aux stagiaires pour venir nombreux à la réunion du 12-5-51, aux Sociétés Savantes, à 20 h. 30 (Serpente).

**PARIS-XIII<sup>e</sup>.** — Le groupe se réunit tous les quinze jours (le jeudi) et organise périodiquement des causeries-conférences. Pour renseignements et adhésions, s'adresser : Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>).

**PARIS-XIV.** — Réunion tous les mercredis, à 20 h. 30, au local habituel.

**PARIS-XV.** — 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> jeudis à 21 heures, 21, rue du Général-Berret. (Métro : Vaugrassat).

**PARIS-XVIII.** — LOUISE-MICHEL. — Le Groupe s'exécute auprès des nombreux camarades et spectateurs qui n'ont pu trouver place dans la salle au cours du gala artistique du 4 mars. Victime du succès considérable des manifestations qu'il organise, le Groupe envisage pour plus tard des moyens susceptibles de donner satisfaction à tous. Le Groupe remercie les nombreux artistes qui ont assuré gracieusement un programme qui remporta le succès que tout le monde sait.

**PARIS-XIX.** — C. BERNIERI. — Prochaine réunion du groupe le vendredi 9 mars, à 21 h., local habituel (en raison de la réunion publique du 13 mars). Camarades, soyez tous présents pour régler vos cotisations ; 2<sup>e</sup> apporter votre matériel de collage. Le groupe aura à prendre position au sujet de la tenue du libérateur et au sujet de la motion du groupe de Marseille.

**ASNIERES.** — Réunion les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> mercredis de chaque mois, Salle 2, Centre administratif, place de la Mairie.

**AULNAY-SOUS-BOIS.** — Le groupe invite les militants et sympathisants aux réunions qui se tiennent chaque samedi au « Petit Cyrano », place de la Gare, à 20 h. 30.

**BOULOGNE-BILLANCOURT.** — Réunion tous les mardis, à 21 h., 104, bd Jean-Jaures. Métro : Marcel-Sembat.

**LIVRY-GARGAN.** — Réunion du groupe le dimanche matin 18 mars à 9 h. 30, Café des Sports, 56, avenue Victor-Hugo, à Pavillons-sous-Bois (gare de Gargan). Couverture par un camarade sur : La Commune et les Anarchistes.

**MALAKOFF.** — Pour renseignements et adhésions s'adresser : vendeur du Lib, rue Beranger. Le dimanche matin.

**MONTROUGE.** — Le groupe est formé. Pour renseignements et adhésions, s'adresser : vendeur du Lib, avenue de la Répu-

liques franquistes. C'est de cela qu'en diverses opérations infructueuses ils se vengèrent en arrêtant et matraquant des gens complètement innocents. Mais le guerrillero s'échappait toujours indemne, les sabotages et les actes de châtiment ne cessaient pas.

Il y a quelques mois, Massana, persécuté par les agents civils de Franco, dut prendre la direction de la frontière pour se sauver et en traversant la limite il eut un incident avec les gendarmes français qui voulaient l'arrêter pour ne pas avoir rempli les formalités de passeport. Mais Massana, qui n'avait rien à craindre des autorités françaises, craignait l'intervention franquiste d'une demande d'extradition, prétextant qu'il avait commis des délits de droits communs, et il ne se laissa pas arrêter. C'est alors que commença la scandaleuse campagne inspirée, comme celle d'aujourd'hui, par les agents de Franco.

La presse parle d'un dangereux contrebandier, détresseur de grand chemin, assassin, etc. On mobilisa inutilement la police et les gendarmes.

Plus tard, Massana se présenta volontairement au juge de Saint-Gaudens, pour répondre des accusations qu'on lui imputait, lesquelles ne devaient pas être bien graves puisqu'on le laissa en liberté provisoire. Mais entre temps, la police franquiste, qui n'a pas assez de l'Espagne, s'introduit en France : une information confidentielle de Madrid signale que le colonel Corroze, chef des services secrets, a donné ses instructions à ses agents en France pour séquestrer si possible le dangereux anarchiste Marcelino Massana. La note confidentielle parle même de hautes récompenses.

Jusqu'où les agents de Franco n'iront-ils pas pour s'emparer de Massana. Quoi qu'il en soit, il importe, au premier chef, que ce héros de la Résistance, auquel aucun fait délictueux ne peut être imputé, ne soit pas livré à Franco. Il est encore temps !

# LOGIQUE DE LA GUERRE

(Suite de la première page)

volontaires ne sont pas poussés par la nécessité. Il y en a même parmi eux qui pensent, de bonne foi, que la guerre va leur permettre de se réaliser en tant qu'hommes. Alors que l'existence normale ne leur apporte qu'une monotonie sans horizon, ils pensent trouver à la guerre une vie active, sportive, exaltante, avec des possibilités de conduire de belles mécaniques, d'exercer des responsabilités, de devenir chefs. Ils entendent parler de fraternité d'armes, de combat viril... on leur vante les exploits de la Légion étrangère ou de tel corps d'élite, X... fois nommé, portant fourragère, etc. Et puis il y a tout le climat « moral » qui s'appareille le terrain, climat qui s'épanouit autour de notions telles que l'ennemi héréditaire, le courage, la défense de la civilisation contre la barbarie, la défense de la liberté contre les Etats totalitaires, etc., mais sans préciser jamais de quelle civilisation, de

## Espoir des jeunes

Etudier les problèmes jeunes, mais aussi les résoudre. Voilà le seul but de la Commission jeune. Les résoudre conformément à notre grande pensée libertaire pour l'intérêt de tous.

Mais, étant donné qu'à la suite de l'article sur la jeunesse du numéro précédent, certains camarades nous ont demandé comment nous conceptions l'intérêt des jeunes à notre rubrique — puisque c'est en les intéressant que nous pourrions envisager leur efficacité sur le 3<sup>e</sup> FRONT jeune — je vais dire ici les moyens auxquels nous avons pensé. A cette rubrique jeune, tout jeune doit participer. Qu'il nous fasse donc parvenir suggestions ou articles dignes d'intérêt. Mais, dans quel sens allons-nous orienter « notre » page du « Libertaire » ? Si nous consacrons une grande place pour l'étude approfondie des problèmes jeunes que nous avons entrevus la semaine dernière, nous laisserons place à des sujets plus faciles et je crois qu'il serait bon de penser ici aux loisirs de la jeunesse : sport, ou bien théâtre, cinéma, exposition, conférence, en quelque sorte des critiques sur certaines actualités culturelles ou sportives afin de vous inciter tous, jeunes ouvriers ou étudiants, à consacrer vos heures de liberté de la manière la plus intéressante et aussi la plus positive.

Voilà ! A vous, camarades, de nous aider !

Pierre DROIT.

Commission jeune F.A., 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>).

ESPERANTISTES ANARCHISTES  
Si vous n'avez pas lu  
Si vous ne recevez pas  
Abonnez-vous ! Allez-vous !  
SENSTATANO  
Pour tout renseignement et versement à  
Eugène Guillemau, C.C.F. 50-7244 145, quai  
de Valmy, Paris-10<sup>e</sup>.

quelle culture, de quelle liberté il s'agit. Il faut absolument légitimer la guerre, alors tous les moyens sont bons. On fait jouer les vieux préjugés : le racisme, le nationalisme, la religion : tout est bon. En Allemagne, on avait dressé les aryens contre les Juifs ; en France, il s'agissait de la défense de la culture contre les teutons barbares ; en U.R.S.S. on brandit l'épouvantail des cosmopolites tandis qu'en Occident le grand dada, c'est la croisade anticomuniste. On justifie la guerre de Corée et d'Indochine par le souci des nations libres de libérer les Coréens et les Vietnamiens, on les libère d'ailleurs au sens total du terme, en supprimant leur vie et en rasant leur pays (2).

Voilà où nous en sommes en 1951. Faut-il désespérer ! Non, car on ne peut abuser indéfiniment les hommes, non, car les mythes les plus soigneusement entretenus ne résistent pas à l'épreuve des faits ; et les

# Vers la grève des étudiants

Le 14 février 1951 éclate le conflit étudiants-gouvernement. Le conseil de cabinet décide en effet ce jour-là une réduction de budget de 25 milliards — compression en vue du réarmement — 312 millions seront retirés à la Sécurité sociale des étudiants ! Voilà, tout simplement ! Les étudiants n'étant pas des salariés, quel était pour eux le système de la Sécurité sociale ?

Chaque année, les étudiants versaient 600 francs par an lors des inscriptions au mois d'octobre et une subvention, calculée suivant une échelle mobile basée sur le prix de la journée dans la fondation-sanatorium des étudiants de France (soit 1.200 francs dont 1.150 sont remboursés), était versée par le gouvernement à la Caisse de la Sécurité sociale. Au terme de la loi du 23 septembre 1948, cette subvention devait être de 512 millions pour l'année 1951 (plus le reliquat des années précédentes, soit environ 100 millions). Or, le cabinet décide de ne l'allouer dorénavant que 200 millions par an, parle même de demander un versement de 6.000 francs par tout étudiant au début de chaque année. Mais ne pouvant décider sans modification de la loi de 1948, il devra soumettre son sinistre projet à l'Assemblée.

Bien que me paraissant inutile de souligner les conséquences — sur le plan étudiant — d'une telle décision, je rappellerai toutefois la gravité de ce qu'il va en advenir. Nous avons déjà dit dans ces colonnes la situation déplorable des étudiants malades (et ils sont nombreux) causée par l'insuffisance du régime existant jusqu'ici en matière de sécurité sociale. Etudiants malades : médecins, soins pharmaceutiques et cliniques à payer. Mais le point essentiel, nos camarades en savaient :

Si l'Assemblée votait la proposition, les jeunes tuberculeux, à la sortie du sanatorium, pourraient être redevables de sommes allant de 50.000 francs à 100.000 francs par an, les crédits ac-

cordés à la fondation « Sanatorium des Etudiants » étant alors minimes. Et, hélas ! combien nombreux les jeunes qui remplissent ces sanatoria, si nombreux que certains s'en voient même refusés l'accès. Poussons plus loin notre investigation : faute de subvention les étudiants tuberculeux vont devoir se disperser dans les établissements publics dont on connaît l'insuffisance pour répondre aux besoins actuels, sans parler du préjudice causé par la même au secteur travailleurs de la Sécurité sociale. Il s'agit ici, comme le communique l'Association générale des Etudiants en sanatorium à Saint-Hilaire-du-Touvet, d'un « véritable sabotage de la sécurité sociale étudiante ».

Mais voyons les mouvements. L'U.N.E.F. (Union Nationale des Etudiants de France) prend position. Pour le respect de la loi de '48, Sarvonat, président de l'U.N.E.F., décide une action des plus vigoureuses, dit-il. Ce dernier écrit au ministre Lapie ! Ensuite il réunit un conseil d'administration extraordinaire pour lequel ne seront convoqués — comme d'habitude — que les organisations réactionnaires, voir même maurassiennes du Quartier Latin. Il est décidé du principe d'une grève générale des étudiants, grève de 24 heures ! Le 23 février Lapie convoque Sarvonat : entrevue décevante, conclut ce dernier. C'est alors que l'U.N.E.F. décide cette même grève pour le vendredi 9 mars, le projet gouvernemental devant être discuté à la Chambre le mardi qui précède. Nous en sommes là, dans l'incertitude, l'U.N.E.F. attend ! Pourtant, camarades étudiants, nous savons qu'il faut agir. Quelle doit être notre position ?

Il nous faut connaître la position exacte des différents personnages (non étudiants) qui ont à s'occuper de la réalisation — ou de la non-réalisation

d'un tel projet. Pour M. Abraham, directeur du cabinet de P.O. Lapie, un vague souhait d'arrangement. Guère mieux pour Paul-Boncour, président de la Réforme scolaire, qui craint la grève en nous incitant à ne pas recourir à des semblables procédés. La solution est différente pourtant pour le parti socialiste. Guy Mollet, pressenti ces jours-ci pour la présidence du conseil, s'élève énergiquement contre cette proposition : « Conscient de ces impératifs, le parti socialiste s'opposera à toute amputation de crédits qui pourrait compromettre le fonctionnement de la Sécurité sociale. L'entente que cette expérience de gestion directe par les intéressés eux-mêmes soit poursuivie ». (Solution assez inconciliable avec celle de Lapie, pourtant lui aussi ministre socialiste !)

Pour nous, qui désirons les solutions radicales, nous voulons agir. La grève, certes, mais ces messieurs de l'U.N.E.F. — en liaison directe, il est vrai, avec le ministre de l'Education nationale — croient-ils, sans rire, à l'efficacité d'un petit relâchement de 24 heures ? Il faut étendre cette grève, la prolonger jusqu'à entière satisfaction. Grève d'examen si cela est nécessaire, voilà qui paralyserait l'Etat en octobre prochain puisqu'il est une nécessité vitale : les jeunes fonctionnaires... Non ! Messieurs Lecerf, Sarvonat ou autres consorts de l'U.N.E.F., il faut savoir agir, avoir conscience de l'efficacité possible d'une action.

Une action 3<sup>e</sup> FRONT, c'est une action révolutionnaire, c'est une grève, c'est plus qu'une grève. Les communistes de « Clarét » semblent se rallier à nos décisions, sachez que de nombreuses organisations universitaires refusent de s'associer à vos simplistes suggestions ! Nous ne pouvons tolérer être les jouets d'un ministère qui envisage de telles solutions : la mort pour de trop nombreux camarades. Une journée à rester chez soi ne changera pas la position du gouvernement. Donc, grève d'au moins longue durée que satisfaction ne nous sera pas donnée.

Nos idées révolutionnaires seront celles de tous les étudiants, nous ne pouvons tolérer de tels abus, nous ne pouvons admettre l'élimination des universités de nos camarades malades qui ne pourraient plus poursuivre la préparation de leur examen dans nos sanatoria, nous ne pouvons laisser le gouvernement réduire ses crédits pour faire des écoles de guerre, conformément aux désirs des ministères ; nous aurons nos mutuelles, nous aurons l'université aux seuls étudiants, par notre action !

COMMISSION INTER-FAC  
F.A. 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>)

## ACTUALITÉS INTER-FAC

COMMENT connaître mieux notre activité qu'en l'apprenant, — oh ! de sources autorisées ! — par la presse que nous combattons ?

Avec satisfaction, Dumas, du « Rassemblement », nous apprend que le 3<sup>e</sup> Front libertaire, « à la fois anticommuniste et antiautaliste », provoque l'agitation. Et pour nous combattre, ce même rédacteur use des arguments dont il se réclamait il y a deux ans au Quartier Latin. Il est, en général, difficile de concilier vos sentiments maurassiens d'aujourd'hui (identiques, d'ailleurs, à ceux de février 1936) avec ce que vous prôniez hier ! Les « contre-révolutionnaires » se contentent d'insulter le cartel d'action antiraciste et antifasciste soulignant notre action « belliqueuse ». Dunoyer, ancien président des Jeunesses socialistes, préconise dans une lettre ouverte la nécessité d'un regroupement étudiant. Et qu'envisage-t-il ? « Je n'en veux pour preuve que les regroupements qui se manifestent, le troisième front... ». Quant aux pages stalinienne qui insèrent hier un placard sur Mazaud, à la fois « fasciste, maurassien, anarcho-fasciste, progressiste, flie » enfin, donnent aujourd'hui un jugement assez ironique sur notre groupe étudiant : « divisionniste, provocateur », et j'en passe.

L'inter-fac agit, nombreux sont les camarades qui viennent à nous. La propagande 3<sup>e</sup> Front a touché le milieu étudiant, il faut poursuivre : Etre les plus révolutionnaires dans la révolution ! Etudiants, tous le 15 mars, à 8 h. 30, aux Sociétés Savantes : discussion publique sur le 3<sup>e</sup> FRONT UNIVERSITAIRE.

Pierre HEM.  
Réunion inter-fac : Lundi 22 mars, 8 h. 30, Sociétés Savantes.

Adhérez tous pour secourir les victimes de la répression à la Solidarité Internationale Antifasciste (S.I.A.)

## CYCLE DE MEETINGS

### Bandits ou anarchistes ?

La vérité sur l'affaire de Lyon par G. FONTAINE  
Secrétaire général de la F.A.

SAINT-DENIS  
VENDREDI 9 MARS 1951  
à 20 h. 30  
Café de la Marine, 2, rue du Port en face la gare

PARIS-XIX<sup>e</sup> - BERNIERI  
MARDI 13 MARS  
à 20 h. 30  
Salle des Prévoyants  
279, rue des Pyrénées  
Métro : Gambetta

CHOISY-LE-ROI  
JEUDI 15 MARS  
à 21 heures  
Foyer des Sociétés  
rue du Docteur-Roux

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant  
19, r. du Croissant, Paris-8

Orateur :  
Raymond BEAULATON  
Ordre ou désordre  
Anarchie ou Etat

TOULOUSE  
Russie ou Amérique  
par Paul LAPEYRE  
MERCREDI 14 MARS 1951  
à 21 heures  
Salle du Sénéchal  
NARBONNE  
MARDI 13 MARS 1951  
(Voir les affiches pour la salle)

REDACTION-ADMINISTRATION  
Eugène Guillemau, 145, quai de Valmy  
Paris-10<sup>e</sup> C. P. 5072-44  
FRANCE-COLONIES  
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.  
AUTRES PAYS  
1 AN : 1.000 FR. — 6 MOIS : 500 FR.  
Pour changement d'adresse joindre  
25 francs et la dernière bande







# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

Après la conférence sur l'unité

## ESPOIR

# OU TEMPS PERDU ?

## COMMENT S'ORGANISE L'OFFENSIVE OUVRIERE

**D**IVERS signes semblent annoncer que les travailleurs de ce pays sont susceptibles de se ressaisir et de déclencher une offensive à l'instar des hommes du Patronat Français dont le Président, Georges Villiers, a déjà annoncé à Guy Mollet, lors des consultations du 5 mars, qu'ils n'entendaient faire aucune concession. Notre chroniqueur le COMBAT OUVRIER fait état de luttés ouvrières dans toutes les corporations. Dégageons les plus significatives :

● **GREVE DE LA METALLURGIE LORRAINE.** — Cette grève, déclenchée dans deux usines, menace de s'étendre à tout le bassin de Longwy ! Les grévistes de Micheville, Villerupt et Mont-Saint-Martin, ne luttent pas uniquement pour des revendications de salaires, ils ont porté le combat sur le plan politique et l'expulsion

de huit travailleurs étrangers déportés par le Préfet de Meurthe-et-Moselle a porté la colère des travailleurs à son comble, eux qui depuis le 28 janvier déjà ont su résister à toutes les provocations. Le 3 mars, le Commissariat de Police de Villerupt a subi l'assaut des travailleurs...

Comme le constate « Le Monde » du 6 mars, « les Ouvriers de l'Est ne sont pas de ceux qui « débrayent » sans raison » et les conséquences de l'intransigence patronale sont que deux hauts fourneaux sur quatre, sont déjà hors d'usage à Mont-Saint-Martin. Alors qu'à l'origine du conflit, ne se plaçait qu'une revendication légitime de salaires !

Les syndicats C.G.T. et C.F.T.C., qui groupent la grande majorité des ouvriers du bassin, n'avaient pas accepté l'accord conclu le 15 octobre dernier par la Chambre

Syndicale Patronale avec le seul syndicat Force Ouvrière; ils réclamaient une augmentation supplémentaire d'environ 9 francs l'heure dans les différentes usines de l'Union sidérurgique de Lorraine (Sidelor) et un reclassement du personnel affecté aux nouvelles installations.

● **REVENDEICATIONS DANS LES TRANSPORTS.** — La grève du Métro à Paris a illustré la phase active du conflit qui oppose, à travers les intermédiaires irresponsables, l'Etat et les travailleurs... et le déclenchement de la grève illimitée, à brève échéance, peut apporter la victoire.

Dans les transports publics, à Bordeaux, Marseille et Lyon de semblables mouvements se préparent sur une base unitaire.

A la S.N.C.F. également, le mécontentement se fait jour, d'autant plus justifié qu'il est encore question d'une augmentation des tarifs qui ne résoudrait rien.

● **IMPATIENCE DANS LE PAYS MINIER.** — De tous les bassins miniers du pays parviennent les échos de l'impatience des travailleurs devant les attermoissements des bonzes Syndicaux. L'aumône proposée par le gouvernement est partant déclarée inacceptable...

La conférence pour l'Unité qui vient de se tenir à Paris et dont nous rendons compte ci-contre, traduit, elle aussi, une volonté de lutte chez les travailleurs de toutes appartenances. En dehors de son contenu constructif, il est manifeste qu'une telle initiative est révélatrice d'un renouveau de l'esprit revendicatif dans la classe ouvrière.

Ainsi, le moment est venu pour les éléments conscients qui forment l'avant-garde du mouvement ouvrier d'adapter leurs méthodes et leurs conceptions à un état d'esprit nouveau des travailleurs; rien, en effet, ne sert de détenir la vérité, si on néglige de faire l'effort de la mettre à la portée de tous ceux qui sont destinés à participer à l'effort de construction.

La Fédération Anarchiste de France, riche de militants œuvrant dans toutes les Centrales Syndicales, s'est particulièrement attachée à la question de la POPULARISATION des revendications valables. Elle invite tous les travailleurs à prendre contact avec sa COMMISSION SYNDICALE pour que cette œuvre soit féconde.

Charles DEVANÇON.

Message de Belgique

## Leur "Paix" et notre 3<sup>e</sup> Front

**F**ACE à la guerre qui vient, tous les partis politiques usent d'un langage « pacifiste » en essayant de justifier le vieux slogan barbare : « Si tu veux la paix, prépare la guerre ».

En ce qui concerne les partis bourgeois et leurs ligues, il ne reste guère d'illusions, les moins sages savent que leur paix c'est « la paix des cinquières ».

Nous voulons donc nous adresser aux travailleurs qui se laissent encore « rouler » par les camelots réformistes ou stalinistes. Les bonzes réformistes, tout en faisant du tam-tam contre les 24 mois et le réarmement, tout en proclamant leur neutralité à l'égard des deux blocs, ne contribuent pas moins à l'édification de « l'Europe de Strasbourg », c'est-à-dire une association d'Etats-patrons avec leurs cliques d'exploiteurs et de parasites, le tout au nom de la « Démocratie » pour laquelle un Européen doit mourir... (refrain connu).

D'autre part, les missionnaires de l'Eglise stalinienne crient contre les fauteurs de guerre américains, font circuler l'Appel de Stockholm ou des listes de protestations contre le réarmement allemand.

De telles manœuvres ne sont destinées qu'à dresser les gens contre le seul impérialisme stalinien qui fleurit la liberté des camps de concentration et de la balle dans la nuque.

Les travailleurs les plus conscients ont déjà compris qu'ils n'avaient rien à gagner d'une victoire de l'un ou de l'autre bloc. C'est bien, mais ce n'est pas suffisant ! Nous leur disons : Ne restez pas isolés, venez nous aider à préparer la résistance à la guerre, rejoignez notre 3<sup>e</sup> Front International révolutionnaire qui porte en lui les germes de paix réelle et de socialisme libre mondial.

Gr. anar. de Belgique. — Pour tous renseignements, il suffit de s'adresser aux camarades qui diffusent notre presse.

**L**ES divers témoignages de sympathie et l'adhésion de multiples fédérations syndicales au groupe d'hommes de toutes tendances, laissent prévoir que l'initiative de l'Unité et la démocratie syndicales et des militants qui le dirigent, rencontreront un écho favorable auprès des travailleurs. Du moins auprès de ceux qui, placés devant la multiplicité des centrales, tentent de résoudre les difficultés apparentes de l'action syndicale. Et de fait, tous les militants qui ont à cœur de sortir du fatras des revendications à la petite semaine, toute l'avant-garde syndicaliste, s'y étaient donnés rendez-vous. Si la représentation de la province fut relativement minime, ce n'est pas tellement parce que les militants des régions n'avaient pas mesuré l'importance de la Conférence nationale, mais bien parce que le prix du déplacement posait à ces camarades des difficultés énormes, que leur portemonnaie ne pouvait résoudre.

L'objectif essentiel de la Conférence nationale était de fixer les possibilités de regroupement de tous les militants, quelle que soit la centrale à laquelle ils appartiennent, autour de revendications précises.

Le débat, en dépit des divergences, fut toujours très cordial. Si ce n'est la restriction du temps de parole rendue nécessaire par l'abondance des demandes d'intervention, chacun pu, fût-il pro-stalinien, défendre librement ses conceptions.

Yves Dellac, dans une allocution d'ouverture, rappela comment les dirigeants de la C. G. T., notamment Monmousseau et Tollet, avaient manœuvré pour l'écartement de toute activité. Ses citations précises ont permis à l'auditoire de jauger les méthodes dites du centralisme démocratique. Puis ce fut Lambert, qui retraça les événements et commenta les raisons qui avaient nécessité la formation de l'Unité, puis à en élargir la composition. Lambert concluait en affirmant sa satisfaction de voir grandir le mouvement pour l'Unité d'action.

Le camarade Hébert, de Nantes, syndiqué Force Ouvrière, fut un des « orateurs » les plus brillants. Il sut exposer clairement pourquoi, selon lui, les dirigeants stalinien de la C. G. T. devaient être exclus à l'avance, de toute unité d'action. Il dévoila avec vigueur leur machiavélisme, leur servilité inconditionnelle au Kremlin et le bluff de leurs prétendues positions ouvrières. Dans la partie constructive de son exposé, il aborda avec lucidité le problème des revendications des travailleurs.

Après lui, notre camarade Lanen insista tout particulièrement sur l'urgence de fixer, d'au plus près que possible, le programme revendicatif, qui doit être l'élément moteur des comités d'Unité d'action dans les entreprises, programme commun à tous, sans lequel l'Unité d'action perdrait sa raison d'être. « Libre confrontation, démocratie, liberté, ne signifient rien, dit-il, si elles n'ont pas comme corollaire une action constante à la base, résolue, n'épargnant ni le patronat, ni l'Etat, ni les bureaucraties syndicales. Lanen conclut en abordant brièvement la réforme de l'action syndicale et de ses méthodes de lutte, en préconisant la grève gestionnaire comme arme efficace des travailleurs. Le camarade Daniel Renard prenait ensuite la parole. Il commenta les raisons « officielles » et véritables qui avaient motivé son exclusion de la C. G. T. Selon lui, c'est toute la démocratie syndicale chez Renault qui est en jeu par son exclusion, traduisant le désarroi et la peur des cadres cégétistes, de voir se développer dans leur centrale la liberté d'expression. Et Renard appelait tous les militants exclus de la C. G. T. à agir pour imposer leur réintégration, qui signifierait une « victoire » pour toute la classe ouvrière.

Regrettons que tous les camarades exclus de la C. G. T. aient perdu un temps précieux, à rappeler les circonstances et les détails de leur exclusion que chacun avait pu lire dans « l'Unité », la « Vérité » ou le « Libertaire ». Ce débat eût en dehors du sujet, il aurait été souhaitable et plus fructueux qu'ils développassent leurs conceptions sur l'Unité d'action. Qu'importe les détails dont la solution est laissée à chacun dans son groupe ; il fallait, du moins, esquisser les grandes lignes.

Fort heureusement, notre camarade Maurice Joyeux recréait la discussion. Il fut contraint de rappeler qu'il n'y avait pas de syndicalisme politique ou apolitique, mais le SYNDICALISME, que créent des hommes tels Pelloutier, Pouget et tant d'autres. Et que seul ce syndicalisme est révolutionnaire. Ce qui ne signifie pas, ajoutait-il, que l'on doive appliquer sans discernement les méthodes d'action qui, à cette époque, se justifiaient, mais qui, en 1951, sont incontestablement dépassées. Seul reste toujours vrai l'esprit dont s'inspirait la Charte d'Amiens : l'anticapitalisme, l'antistatisme et l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes. Il précisait en outre que l'Unité d'action devait se faire en dehors des tutelles bureaucratiques et sur la base du syndicalisme révolutionnaire. Il terminait en posant les conditions organiques de l'Unité et demandant l'élargissement des organes nationaux de coordination.

Nous ne pourrions omettre de citer l'intervention d'un camarade terrassier, extrêmement vigoureuse, appelant la conférence à voter une résolution de soutien à tous les anarchistes espagnols, victimes de la répression policière. Pour clore le débat, Lambert fit une réponse générale de bon sens à toutes les interventions, stigmatisant les infamies (c'est son mot) de « l'Humanité », portées contre les militants de la C. N. T. d'Espagne, véritable centrale syndicale, dit-il, en regard de la F.S.M.

Une motion de protestation contre la dissolution de la F. S. M. fut votée à la majorité et une adresse de sympathie à la C. N. T. d'Espagne fut votée à l'unanimité des présents.

En résumé, que peut-on espérer de cette conférence ? Le meilleur comme le pire. C'est en fonction de la volonté de chacun de faire ses objectifs personnels, de vouloir aboutir que les comités d'Unité d'action qui vont se créer, prouveront leur vitalité. D'autres conférences ou assemblées par région suivront, le mouvement est lancé, il appartient à tous les militants sérieux qu'il soit efficace et vigoureux.

LA COMMISSION SYNDICALE.

NOTA. — Ce compte rendu sommaire nous est imposé par le manque de place. Sans vouloir froisser quiconque, nous nous sommes attachés à relever les interventions les plus dignes d'intérêt. Nous y reviendrons d'ailleurs ultérieurement.

## LE COMBAT OUVRIER

SAINT-QUENTIN (Aisne)

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

MONT-SAINT-MARTIN

(Meurthe-et-Moselle) Près de 5.000 travailleurs débrayèrent pour faire réintégrer 7 ouvriers licenciés aux Aciéries de Longwy à Mont-Saint-Martin.

VILLERUPT

(Meurthe-et-Moselle) Les travailleurs des hauts fourneaux de Micheville poursuivent la grève commencée le 28 janvier dernier, tandis que joue la solidarité active des sidérurgistes lorrains.

CAUDERAN (Gironde) Chez Caut-Fire, les ouvriers de la fabrique d'extincteurs obtiennent des augmentations de salaire de 9 à 19 francs horaires.

SAINT-NAZAIRE Les ouvriers des constructions navales des Chantiers de la Loire et de Penhoët et ceux des constructions aéronautiques du Sud-Ouest (S.N.C.A.S.O.) ont repris le travail après avoir obtenu un relèvement de leurs salaires.

BETHONCOURT (Doubs) Les ouvrières de la filature « La Lizaine » obtiennent une augmentation générale de tous les salaires, après une semaine de grève, et le retour aux anciennes cadences.

DANS LA NIEVRE 5.000 métallurgistes de la Nievre déclenchent une grève de 24 heures pour protester contre le retard apporté au relèvement de leurs salaires. Les métallurgistes réclament notamment le relèvement de 17.500 francs du salaire minimum.

BRASSAC-LES-MINES (Puy-de-Dôme) Les mineurs de la Société des Mines de Brassac ont débrayé afin de faire reprendre le travail à deux travailleurs mis à pied par la direction. Les mineurs ont obtenu gain de cause.

BRIVE (Corrèze) Les cheminots de l'exploitation de Brive demandent : les 17.500 francs de salaire minimum, l'échelle mobile, 25 hommes d'équipe supplémentaires à Brive, où la compression du personnel et l'insuffisance de l'éclairage au triage a occasionné la mort d'un de leurs camarades.

VENISSIEUX (Rhône) Chez Berliet, 4.500 ouvriers font un mouvement avec comme objectif une augmentation de 15 francs de l'heure et l'échelle mobile des salaires.

TOULON Les travailleurs de l'arsenal de Toulon, ont cessé le travail récemment,

se mettent en grève avec comme objectif un salaire minimum de 17.500 francs par mois.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.

Après deux semaines de grève, les travailleurs de la cotonnière obtiennent des augmentations de salaires.